

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 95 — 1642

10 AVRIL 1995. — Décret modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement secondaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. L'article 4bis, § 3, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, y inséré par le décret du 19 juillet 1993 est complété par l'alinéa suivant :

« L'élève dispensé, en application de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, du cours de langue moderne I est tenu de suivre un cours de langue moderne II en remplacement du cours de langue moderne I. »

Art. 2. A l'article 4ter, de la même loi, inséré par le décret du 19 juillet 1993, il est apporté les modifications suivantes :

1° les §§ 1^{er} et 2 deviennent les paragraphes 2 et 3,

2° il est inséré un § 1^{er}, rédigé comme suit :

« § 1^{er}. En première année A et en deuxième année commune du premier degré de l'enseignement secondaire, l'horaire comprend une formation commune portant sur :

1° le français à raison de cinq périodes hebdomadaires;

2° la formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique à raison de quatre périodes hebdomadaires;

3° l'apprentissage d'une langue moderne, conformément à l'article 4bis, § 2,

4° la formation mathématique à raison de quatre périodes hebdomadaires,

5° la formation scientifique à raison de deux périodes hebdomadaires,

6° l'éducation physique à raison de trois périodes hebdomadaires.

L'horaire comprend également au moins quatre périodes hebdomadaires et au plus huit périodes hebdomadaires d'activités au choix. Lorsque l'élève suit en deuxième année une ou plusieurs activités au choix de caractère technique pour un volume horaire de six périodes hebdomadaires, le maximum est porté à dix périodes hebdomadaires.

Les activités au choix sont organisées selon les modalités suivantes :

1° Les activités au choix ne constituent en aucun cas un pré-requis pour quelque option que ce soit au second degré.

2° Les activités au choix de l'établissement comprennent au minimum sur le degré l'équivalent d'une période hebdomadaire par an d'éducation artistique et d'une période hebdomadaire par an d'éducation par la technologie, chaque composante figurant à l'horaire de chacune des deux années;

3° Les activités au choix dont le 2° impose l'organisation figurent à l'horaire de chacune des années du degré.

4° Chaque activité au choix comporte de une à quatre périodes hebdomadaires; toutefois, dans la deuxième année du degré, les activités musicales et les activités techniques peuvent comporter six périodes hebdomadaires;

5° Les établissements peuvent conclure des conventions avec un ou plusieurs établissements à spécificité technique ou artistique pour assurer ces activités dans les meilleures conditions;

6° Les activités au choix ne peuvent porter sur des disciplines visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 4°, toutefois, au cours du premier degré, l'équivalent d'une période hebdomadaire supplémentaire pendant un an peut être affectée au cours de mathématique; cette période est incluse dans le volume horaire réservé aux activités au choix;

7° Les activités d'éducation scientifique et les activités sportives ne sont pas visées par l'alinéa 6°.

Les établissements peuvent imposer aux élèves qui connaissent des difficultés dans l'acquisition des socles de compétences constituant le niveau requis des études :

1° Le remplacement de tout ou partie des activités au choix par des cours de remédiation.

2° La fréquentation, en dehors de l'horaire prévu aux alinéas 1 à 3, de deux périodes supplémentaires de cours de remédiation.

Sous réserve de conserver sur le degré le volume global horaire attribué à la formation, l'horaire hebdomadaire peut être adapté afin de permettre la réalisation de projets interdisciplinaires ».

3° Au § 2, devenant le § 3, l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement définit, pour l'enseignement général, des horaires dénommés « formations à dominantes intégrées ». Des formations à combinaisons d'options peuvent également être organisées ».

4° Au § 2, devenant le § 3, l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« L'horaire doit comprendre, indépendamment du cours de langue moderne visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, au moins deux options de base simples ou une option de base groupée faisant partie du répertoire fixé en application de l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. Toutefois, les élèves qui suivent, indépendamment du cours de langue moderne visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, un cours de mathématique comprenant au moins quatre périodes hebdomadaires, sont autorisés à ne suivre qu'une seule autre option de base simple ».

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — N^{os} 225 — N^o 1. Projet de décret. N^o 2. Rapport. N^o 3. Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion en séance du 4 avril 1995. Adoption en séance du 6 avril 1995.

5° Il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement peut déroger aux dispositions du présent article afin de rencontrer les besoins spécifiques des établissements d'enseignement secondaire organisés par le ministère de la Défense nationale ».

6° L'article est complété par la disposition suivante :

« § 5. A l'exception des cours de religion et de morale ainsi que du cours d'éducation physique, les nombres de périodes hebdomadaires prévus aux §§ 2 et 3 peuvent être transformés en un volume de périodes-années pour les cours comportant moins de trois périodes hebdomadaires. L'organisation de l'horaire hebdomadaire est adaptée en conséquence ».

Art. 3. L'article 2 de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1994 et par les décrets des 19 juillet 1993 et 27 décembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2, § 1°. L'enseignement est dispensé pendant un nombre maximum de trente-deux périodes hebdomadaires dans les deux premières années de l'enseignement secondaire.

Il est également dispensé pendant un nombre maximum de trente-deux périodes hebdomadaires au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement secondaire général ainsi que de la troisième à la septième année de l'enseignement de type II ».

Ce nombre est porté à trente-quatre périodes hebdomadaires :

1° dans la deuxième année commune qui comprend une option technique groupée à six périodes hebdomadaires ou une ou plusieurs activités au choix de caractère technique pour un volume horaire de six périodes hebdomadaires;

2° dans la deuxième année professionnelle;

3° dans la deuxième année de l'enseignement technique de type II ».

§ 2. L'enseignement secondaire technique de transition est dispensé pendant un nombre maximum de trente-quatre périodes hebdomadaires.

§ 3. Les nombres maximum autorisés de périodes hebdomadaires visés au § 1°, alinéa 2 et au § 2, sont augmentés de deux périodes hebdomadaires pour les élèves qui suivent :

1° soit deux cours de langues modernes à quatre périodes hebdomadaires;

2° soit deux cours de langues anciennes à quatre périodes hebdomadaires;

3° soit un cours de langues anciennes à quatre périodes hebdomadaires et un cours de langues modernes à quatre périodes hebdomadaires;

4° soit, au 3° degré et dans les deux dernières années de l'enseignement général de type II, une ou deux périodes hebdomadaires d'activité complémentaire préparatoire aux études supérieures.

Le Gouvernement définit l'activité complémentaire préparatoire aux études supérieures visée à l'alinéa 1°, 4°.

5° soit un cours de mathématiques à six périodes hebdomadaires, deux cours de sciences à trois périodes hebdomadaires chacun et un cours d'éducation physique à quatre périodes hebdomadaires;

6° soit, au troisième degré uniquement, un cours de langues modernes à quatre périodes hebdomadaires, un cours de sciences économiques à quatre périodes hebdomadaires et un cours de sciences sociales à quatre périodes hebdomadaires;

7° soit un cours de langues modernes à quatre périodes hebdomadaires et une option groupée de l'enseignement secondaire artistique de type I.

§ 4. L'enseignement secondaire technique de qualification et professionnel ainsi que l'enseignement secondaire technique et l'enseignement secondaire professionnel de type II sont dispensés de la troisième à la septième année pendant un nombre maximum de trente-six périodes hebdomadaires.

§ 5. Des activités de remédiation individualisées peuvent être organisées hors du nombre maximum de périodes hebdomadaires.

Art. 4. A l'article 10, alinéa 2, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « un cours de la formation commune comprenant quatre périodes hebdomadaires au moins ou » sont insérés entre le mot « constituant » et les mots « une option simple ».

Art. 5. Un article 21bis est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Article 21bis. Le Gouvernement fixe annuellement le nombre total de périodes-professeurs attribuées à l'Athénée royal de Rösraht afin que celui-ci puisse organiser une offre d'enseignement suffisante ».

Art. 6. L'article 25 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. Est subordonnée à l'avis favorable issu de la concertation visée à l'article 24, alinéa 1°.

3° l'organisation ou l'admission aux subventions :

1° de nouvelles options;

2° des activités au choix visées à l'article 4ter, § 1°, alinéas 2 et 3, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire lorsqu'elles comportent plus de deux périodes hebdomadaires.

L'alinéa 1°, 2°, n'est pas applicable aux activités au choix :

1° qui ont été organisées durant l'année scolaire 1993-1994 sous l'une des dénominations suivantes : option de base, option complémentaire, activité d'essai, activité au choix ou activités complémentaires;

2° et qui continuent d'être organisées lors de chacune des années scolaires ultérieures sans que le nombre d'heures qui y est consacré ne soit augmenté.

Si un pouvoir organisateur outrepassé un avis défavorable, il perd le bénéfice des crédits ou des subventions pour l'ensemble de l'établissement où l'option ou l'activité en cause est organisée ».

Art. 7. A l'article 31 du décret du 19 juillet 1993 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement secondaire, le § 2, alinéa 1°, est abrogé.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoire et finale

Art. 8. Dans la deuxième année du premier degré, les anciennes dispositions peuvent rester en vigueur pendant l'année scolaire 1995-1996.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 28 août 1995.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 — 1642

10 APRIL 1995. — Decreet tot wijziging van bepalingen van de wetgeving op het secundair onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Artikel 4bis, § 3, van de wet van 19 juli 1973 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, ingevoegd bij decreet van 19 juli 1993, wordt met onderstaand lid aangevuld :

« De leerling die, krachtens artikel 12 van de wet van 30 juli 1963 houdende taafregeling in het onderwijs, vrijgesteld is van de leergang moderne taal I, moet ter vervanging hiervan een leergang moderne taal II volgen. »

Art. 2. Artikel 4ter van dezelfde wet, ingevoegd bij decreet van 19 juli 1993, wordt gewijzigd als volgt :

1° de §§ 1 en 2 worden de §§ 2 en 3;

2° onderstaand § 1 wordt ingevoegd :

« § 1. In het 1e jaar A en het 2e gemeenschappelijk jaar van de 1e graad van het secundair onderwijs omvat de lesrooster een gemeenschappelijke vorming :

1° het Frans naar rata van 5 lestijden per week;

2° de historische en geografische vorming, met de vorming voor het sociaal-economisch leven, naar rata van vier lestijden per week;

3° het aanleren van een moderne taal overeenkomstig artikel 4bis, § 2;

4° de wiskundige vorming naar rata van vier lestijden per week;

5° de wetenschappelijke vorming, naar rata van vier lestijden per week;

6° de lichamelijke opvoeding, naar rata van drie lestijden per week.

De lesrooster omvat ook ten minste vier en ten hoogste acht lestijden activiteiten naar keuze per week. Wanneer de leerling in het 2e jaar een of meer activiteiten naar keuze van technische aard volgt, naar rata van zes lestijden per week, wordt het maximum verhoogd tot tien lestijden per week.

Activiteiten naar keuze worden als volgt georganiseerd :

1° ze zijn nooit een voorafgaande vereiste voor een optie in de 2e graad;

2° de activiteiten naar keuze in de inrichting omvatten ten minste, in de graad, het equivalent van een wekelijkse lestijd per jaar voor de artistieke opvoeding en één voor de technologische opvoeding; elk bestanddeel komt voor in de lesrooster van beide jaren;

3° de ingevolgde 2° vereiste activiteiten komen voor in de lesrooster van elk jaar van de graad;

4° elke activiteit naar keuze behelst een tot vier wekelijkse lestijden, in het 2e jaar van de graad mogen muzikale en technische activiteiten zes wekelijkse lestijden behelzen;

5° de inrichtingen kunnen overeenkomsten sluiten met een of meer specifiek artistieke of technische inrichtingen om die activiteiten optimaal in te richten;

6° de activiteiten naar keuze kunnen slechts betrekking hebben op vakken bedoeld in het 1e lid, 1° t/m 4°, maar in de 1e graad kan het equivalent van een bijkomende wekelijkse lestijd per jaar besteed worden aan de wiskunde : deze lestijd wordt opgenomen in het aantal lestijden voor activiteiten naar keuze;

7° de activiteiten voor wetenschappelijke opvoeding en sport zijn in 6° niet bedoeld.

(1) Zitting 1994-1995.

Documenten van de Raad. — Nrs 225 — Nr. 1. Ontwerp van decreet. Nr. 2. Verslag. Nr. 3. Amendementen.
Integraal verslag-Bespreking. — Vergadering van 4 april 1995. Aanneming. — Vergadering van 6 april 1995.

De inrichtingen kunnen leerlingen die moeilijkheden ondervinden om de eindtermen voor het vereiste studiepeil te bereiken :

- 1° de vervanging van de activiteiten naar keuze of van een gedeelte ervan door inhaalactiviteiten opleggen;
- 2° of ze verplichten, buiten de lesrooster bepaald in de leden 1 tot 3, inhaallessen te volgen.

Mits in de graad het totaal aantal lestijden voor de vorming bewaard blijft, kan de wekelijkse lesrooster aangepast worden voor het uitvoeren van vakoverschrijdende projecten. »

- 3° in § 2, nu § 3, wordt het 5e lid vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt voor het algemeen onderwijs lesroosters genaamd » opleidingen met geïntegreerde dominanten ». Ook kunnen opleidingen met combinaties van opties georganiseerd worden. »

- 4° in dezelfde § 2 wordt het 6e lid vervangen als volgt :

« De lesrooster omvat buiten de moderne taal, bedoeld in het 1e lid, 2°, ten minste 2 enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde de basisoptie behorend tot het repertorium vastgesteld bij toepassing van het secundair onderwijs met volledig leerplan. Leerlingen die buiten de moderne taal, bedoeld in het 1e lid, 2°, een leergang wiskunde volgen naar rata van ten minste vier wekelijkse lestijden, mogen echter één andere enkelvoudige basisoptie volgen. »

- 5° onderstaand § 4 wordt ingevoegd :

« De Regering kan van dit artikel afwijken om tegemoet te komen aan specifieke behoeften van de inrichtingen voor secundair onderwijs, georganiseerd door het ministerie van Landsverdediging. »

- 6° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 5. Behalve de vakken godsdienst en zedenleer en lichamelijke opvoeding, kunnen de in de §§ 2 en 3 bepaalde aantallen wekelijkse lestijden omgezet worden in lestijden over het jaar, voor leergangen met minder dan drie wekelijkse lestijden. De organisatie van de wekelijkse lesrooster wordt dienovereenkomstig aangepast. »

Art. 3. Artikel 2 van koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximaal aantal lestijden per week in het secundair en het aanvullend secundair beroepsonderwijs, gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 juni 1994 en de decreten van 19 juli 1993 en 27 december 1993, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 2, § 1. Het onderwijs wordt verstrekt gedurende ten hoogste 32 lestijden per week in de eerste twee jaren secundair onderwijs.

Het wordt ook gedurende ten hoogste 32 lestijden per week verstrekt in de 2e en de 3e graad van het algemeen secundair onderwijs en van het 3e tot het 7e jaar onderwijs van type II. »

Dit aantal wordt verhoogd tot vierendertig wekelijkse lestijden :

1° in het 2e gemeenschappelijk jaar, omvattend een gegroepeerde technische optie met zes wekelijkse lestijden of een of meer technische activiteiten naar keuze, gedurende zes wekelijkse lestijden;

2° in het 2e jaar beroepsonderwijs;

3° in het 2e jaar technisch onderwijs van type II. »

§ 2. Het secundair technisch doorstromingsonderwijs wordt verstrekt gedurende ten hoogste vierendertig wekelijkse lestijden.

§ 3. De toegelaten maximaal aantallen wekelijkse lestijden in § 1, 2e lid en § 2, worden verhoogd met twee wekelijkse lestijden voor leerlingen die :

1° 2 leergangen moderne talen, met vier wekelijkse lestijden, volgen;

2° of 2 leergangen oude talen met vier wekelijkse lestijden volgen;

3° een leergang oude talen met vier wekelijkse lestijden en een leergang moderne talen met vier wekelijkse lestijden volgen;

4° of in de 3e graad en in de laatste twee jaren algemeen onderwijs van type II of twee wekelijkse lestijden aanvullende activiteit volgen ter voorbereiding van het hoger onderwijs.

De Regering bepaalt de aanvullende activiteit ter voorbereiding van het hoger onderwijs, bedoeld in het 1e lid, 4°.

5° of een leergang wiskunde met zes wekelijkse lestijden, 2 leergangen wetenschappen met elk drie wekelijkse lestijden en een leergang lichamelijke opvoeding met vier wekelijkse lestijden volgen;

6° of in de 3e graad een leergang moderne talen met vier wekelijkse lestijden, een leergang economie met vier wekelijkse lestijden en een leergang sociale wetenschappen met vier wekelijkse lestijden volgen;

7° of een leergang moderne talen met vier wekelijkse lestijden en een gegroepeerde optie van het secundair kunst- onderwijs van type I volgend.

§ 4. Het secundair technisch kwalificatieonderwijs en beroepsonderwijs en het secundair technisch en beroeps- onderwijs van type II worden van het 3e tot het 7e jaar verstrekt gedurende ten hoogste zesendertig lestijden per week.

§ 5. Individuele inhaalactiviteiten kunnen buiten het maximaal aantal wekelijkse lestijden georganiseerd worden.

Art. 4. In artikel 10, 2e lid, 1° van het decreet van 29 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt « een leergang van de gemeenschappelijke vorming met ten minste vier wekelijkse lestijden, of » ingevoegd tussen « leergangen die » en « een enkelvoudige optie ».

Art. 5. Onderstaand artikel 21bis wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Artikel 21bis. De Regering bepaalt jaarlijks het totaal aantal lestijden/leraars, toegekend aan het koninklijk atheneum Rôsrath, om het in staat te stellen, een voldoende onderwijsaanbod te organiseren. »

Art. 6. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 25. Afhankelijk van een gunstig advies, voortvloeiend uit het in artikel 24, 1e lid, 3°, bedoelde overleg, is de organisatie of de subsidiëring :

1° van nieuwe opties;

2° van activiteiten naar keuze bedoeld in artikel 4ter, § 1, 2e en 3e lid, van de wet van 10 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, wanneer ze meer dan twee wekelijkse lestijden behelzen.

Het 1e lid, 2°, is niet toepasselijk op de activiteiten naar keuze :

1. die georganiseerd werden in het schooljaar 1993-1994 onder een van volgende benamingen : basisoptie, aanvullende optie, proefactiviteit, activiteit naar keuze of aanvullende activiteiten;

2. en die nog georganiseerd worden in elk van de volgende schooljaren, zonder dat het aantal uren dat eraan besteed werd, verhoogd werd. Als een inrichtende macht geen rekening houdt met een ongunstig advies, verliest ze het voordeel van de kredieten of toelagen voor geheel de inrichting waarin de optie of activiteit georganiseerd wordt ».

Art. 7. In artikel II van het decreet van 19 juli 1993 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het secundair onderwijs, vervalt § 2, 2e lid.

HOOFDSTUK II. — Overgangs- en slotbepaling

Art. 8. In het 2e jaar van de 1e graad kunnen de vroegere bepalingen van kracht blijven tijdens het schooljaar 1995-1996.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 28 augustus 1995.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,
belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
P. MAHOUX

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 1043

[S-Mac -- 29283]

10 AVRIL 1995. — Décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit

CHAPITRE 1er. — Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné

Article 1er. L'article 24, § 1er, alinéa 2, du décret du 6 juin 1994 précité est remplacé par la disposition suivante :

"Par dérogation à l'alinéa premier,

— dans l'enseignement préscolaire et primaire, le membre du personnel ne peut se prévaloir des 360 jours acquis dans une fonction de la même catégorie que pour devenir prioritaire dans cette fonction ou toute autre fonction pour laquelle il possède le titre requis,

— dans l'enseignement secondaire, entrent dans le classement des prioritaires :

1° tout membre du personnel qui compte 360 jours de service dans une fonction de la catégorie en cause et qui possède le titre requis pour la fonction qu'il postule;

2° tout membre du personnel qui compte, parmi les 360 jours exigés, 180 jours au moins de service dans la fonction qu'il postule et pour laquelle il possède un titre suffisant A.

Les désignations se font dans le respect du classement.

Celui-ci est établi sur la base du nombre de jours d'ancienneté de service calculé conformément à l'article 34 "

Art. 2. § 1er. A l'article 25, § 1er, 1°, 4e alinéa, le mot "commission" est remplacé par le mot "instance".

§ 2. L'article 25, § 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"S'il est temporaire prioritaire au sens de l'article 24, § 1er, la même procédure que celle prévue au 1° est appliquée, mais l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur."

§ 3. A l'article 25, § 2, dernier alinéa, 3e ligne, le mot "par" est remplacé par le mot "parmi".

Art. 3. Un article 27bis est introduit dans le décret du 6 juin 1994 précité. Il est rédigé comme suit :

"Article 27bis. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par pouvoir organisateur :

- dans l'enseignement organisé par les villes et les communes, le collège des bourgmestre et échevins;
- dans l'enseignement organisé par les provinces, la députation permanente du Conseil provincial;
- dans les établissements d'enseignement relevant des Centres publics d'aide sociale, le Conseil de ces institutions;
- dans les établissements d'enseignement relevant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, le conseil d'administration de cette institution;

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — Projet de décret : N° 230 — N° 1. — Rapport : n° 230-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 6 avril 1995.